

Elf onderwijseenheden waaruit de afdeling bestaat, worden gerangschikt op het niveau van het hoger secundair doorstromingsonderwijs, zestien onderwijseenheden worden gerangschikt op het niveau van het lager secundair doorstromingsonderwijs en één onderwijseenheid wordt gerangschikt op het niveau van het hoger secundair kwalificatieonderwijs.

**Art. 2.** De geleidelijke omvorming van de betrokken bestaande structuren begint ten laatste op 1 januari 2020.

De afdeling bedoeld in dit besluit vervangt de afdeling van "Onthaalbediende en toerisme" (code 742310S20D2).

**Art. 3.** Het bekwaamheidsbewijs uitgereikt na de afdeling « Onthaalbediende en toerisme » (code 742310S20D3) is het kwalificatiegetuigschrift van "Onthaalbediende en toerisme" dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift van "Onthaalbediende en toerisme" uitgereikt door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 2018.

Brussel, 10 oktober 2018.

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,  
Vrouwenrechten en Gelijke kansen,  
I. SIMONIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205593]

**18 OCTOBRE 2018. — Décret modifiant, d'une part, le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie et, d'autre part, le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications apportées au décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie est remplacé par ce qui suit :

« Décret du 25 mai 1983 relatif au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

**Art. 3.** A l'article 2 du même décret, modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie se compose de :

1° vingt-cinq membres présentés par les organisations représentatives de l'industrie, des grandes entreprises non industrielles, des classes moyennes et de l'agriculture;

2° vingt-cinq membres présentés par les organisations représentatives des travailleurs;

3° six membres présentés par les fédérations ou réseaux d'associations environnementales au sens du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, » sont insérés entre les mots « Les membres du Conseil » et les mots « sont nommés »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « l'Exécutif régional » sont remplacés par les mots « le Gouvernement »;

4° le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les membres du Conseil visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, sont nommés par le Gouvernement sur des listes doubles présentées par les fédérations ou réseaux d'associations environnementales au sens du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Le nombre des membres attribués à chacune de ces fédérations ou à chacun de ces réseaux est fixé par le Gouvernement. »;

5° dans le paragraphe 3, le mot « Aide » est remplacé par le mot « Action ».

**Art. 4.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, les mots « de huit à dix membres supplémentaires » sont remplacés par les mots « d'au moins un membre de chaque organisation représentative telle que visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, et d'un membre représentant les fédérations ou réseaux tels que visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3° ».

**Art. 5.** Dans l'article 4, § 4, du même décret, les mots « L'Exécutif » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement ».

**Art. 6.** Dans l'article 6, du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 2011, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

**Art. 7.** Dans l'article 7, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 2011, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

CHAPITRE II. — *Modification apportée au décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative*

**Art. 8.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié la dernière fois par le décret du 16 février 2017, est complété par le 21<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 21<sup>o</sup> lorsqu'un pôle est composé d'un ou plusieurs représentants des associations environnementales reconnues en vertu du Code de l'Environnement et des représentants des interlocuteurs sociaux sur proposition du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, le nombre total de représentants des associations environnementales ne peut pas dépasser celui indiqué dans la composition de ce pôle. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 octobre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1169 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 octobre 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205593]

**18. OKTOBER 2018 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den "Conseil économique et régional pour la Wallonie" (Regionaler Wirtschaftsrat der Wallonie) betrifft, des Rahmengesetzes vom 25. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) einerseits, und des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion andererseits (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Änderungen im Dekret vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den "Conseil économique et régional pour la Wallonie" (Regionaler Wirtschaftsrat der Wallonie) betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie)**

**Artikel 1** - Die Überschrift des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den "Conseil économique et régional pour la Wallonie" (Regionaler Wirtschaftsrat der Wallonie) betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Dekret vom 25. Mai 1983 über den Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie ("Conseil économique, social et environnemental de Wallonie").

**Art. 2** - In Artikel 1 desselben Dekrets werden die Wörter " "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie)" jeweils durch die Wörter "Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 2009 und 27. Oktober 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Der Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie setzt sich wie folgt zusammen:

1° fünfundzwanzig Mitglieder, die von den Organisationen, die die Industrie, die großen nicht industriellen Unternehmen, den Mittelstand und die Landwirtschaft vertreten, vorgeschlagen werden;

2° fünfundzwanzig Mitglieder, die von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden;

3° sechs Mitglieder, die von den Umweltverbänden oder Netzen von Umweltvereinigungen im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches vertreten werden.”;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter “nach Paragraf 1 Ziffern 1 und 2” zwischen die Wörter “Mitglieder des Rates” und “werden” eingefügt;

2° in Paragraf 2 Absatz 2 wird das Wort “Regionalexekutive” durch das Wort “Regierung” ersetzt;

4° Paragraf 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die in Paragraf 1 Ziffer 3 erwähnten Mitglieder des Rates werden von der Regierung auf Listen mit je zwei Kandidaten benannt, die von den Umweltverbänden oder Netzen von Umweltvereinigungen im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgelegt werden.

Die Anzahl Mitglieder, die jedem dieser Verbände bzw. jedem dieser Netze zugeteilt werden, wird von der Regierung festgelegt.”;

5° in Paragraf 3 wird in der französischen Fassung das Wort “Aide” durch das Wort “Action” ersetzt.

**Art. 4** - Artikel 3 § 1 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: “Der Rat bildet ein Büro, das abgesehen von dem Vorsitzenden und den drei stellvertretenden Vorsitzenden, die von Rechts wegen Mitglied sind, mindestens ein Mitglied von jeder repräsentativen Organisation im Sinne von Artikel 2 § 1 Ziffern 1 und 2, und ein Mitglied, das die Verbände oder Netze im Sinne von Artikel 2 § 1 Ziffer 3 vertritt, zählt.”

**Art. 5** - In Artikel 4 § 4 desselben Dekrets wird das Wort “Exekutive” durch das Wort “Regierung” ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, werden die Wörter “Conseil économique et social de Wallonie” (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) jeweils durch die Wörter “Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie” ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 7 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, werden die Wörter “Conseil économique et social de Wallonie” (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) jeweils durch die Wörter “Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie” ersetzt.

#### KAPITEL II — Änderung im Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion

**Art. 8** - Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird um eine Ziffer 21 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“21° wenn ein Pool aus einem oder mehreren Vertretern der kraft des Umweltgesetzbuches anerkannten Umweltvereinigungen und den Vertretern der Sozialpartner auf Vorschlag des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie besteht, darf die Gesamtanzahl der Vertreter der Umweltvereinigungen diejenige, die in der Zusammensetzung dieses Pools angegeben wird, nicht überschreiten.”.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Oktober 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1169 (2018-2019) Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 17. Oktober 2018.

Diskussion

Abstimmung

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205593]

**18 OKTOBER 2018.** — Decreet tot wijziging van, enerzijds, het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest en, anderzijds, het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisering van de adviesverlenende functie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen in het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest*

**Artikel 1.** Het opschrift van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest, wordt gewijzigd door wat volgt :

"Decreet van 25 mei 1983 betreffende de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië).

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden "Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest" telkens vervangen door de woorden "Economische, sociale en milieuraad van Wallonië".

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009 en 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

" § 1. De Economische, sociale en milieuraad van Wallonië bestaat uit :

1° vijftientig leden voorgedragen door de representatieve organisaties van de industrie, niet-industriële grote ondernemingen, middenstand en landbouw;

2° vijftientig leden voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties;

6° zes leden voorgedragen door de federaties of netwerken van milieuverenigingen in de zin van boek I van het Milieuwetboek."

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°," ingevoegd tussen de woorden "De leden van de Raad" en de woorden "worden benoemd";

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden het woord "Gewestexecutieve" vervangen door het woord "Regering";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

" De leden van de Raad bedoeld in paragraaf 1, 3°, worden benoemd door de Regering uit dubbeltallen voorgedragen door de federaties of netwerken van milieuverenigingen in de zin van boek I van het Milieuwetboek.

Het aantal leden toegewezen aan elke van deze federaties of netwerken, wordt bepaald door de Regering."

5° in paragraaf 3, wordt, in de Franse versie, het woord "Aide" vervangen door het woord "Action".

**Art. 4.** In artikel 3, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden "uit acht tot tien bijkomende leden" vervangen door de woorden "uit minstens een lid van elke representatieve organisatie zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 1° en 2°, en van een lid dat de federaties of netwerken zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, vertegenwoordigt".

**Art. 5.** In artikel 4, § 4, van hetzelfde decreet, worden de woorden "De Executieve" vervangen door de woorden "De Regering".

**Art. 6.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de woorden "Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "Economische, sociale en milieuraad van Wallonië".

**Art. 7.** In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de woorden "Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "Economische, sociale en milieuraad van Wallonië".

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen in het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie*

**Art. 8.** Artikel 2, § 1, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt aangevuld met een punt 21°, luidend als volgt :

"21° wanneer een beleidsgroep uit één of meerdere vertegenwoordigers van milieuverenigingen die erkend zijn krachtens het Milieuwetboek, en uit de vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op voorstel van de Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië bestaat, mag het totale aantal vertegenwoordigers van de milieuverenigingen het aantal dat in de samenstelling van bedoelde beleidsgroep aangegeven is, niet overschrijden."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 oktober 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming;

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1169 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 oktober 2018.

Bespreking.

Stemming.

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205573]

**18 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait »**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.226, D.234 et D.235;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et organisant sa gestion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait »;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2018;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, le régime de suspension temporaire de la perception des cotisations obligatoires au profit des producteurs de lait mis en place par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 afin de compenser la baisse brutale du prix du lait;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article. 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait » est complété par un sixième alinéa rédigé comme suit :

« Les cotisations obligatoires visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas dues pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 3.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

---

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205573]

**18. OKTOBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des "Fonds de Promotion Lait" (Förderfonds Milch)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.226, D.234 und D.235;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Durchführung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de promotion de l'agriculture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft) und zur Organisation seiner Verwaltung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des "Fonds de Promotion Lait" (Förderfonds Milch);

Aufgrund der am 10. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;